

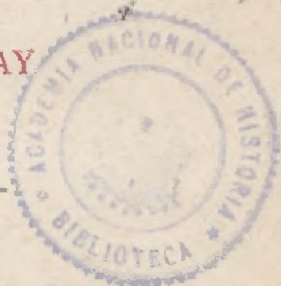
LA
COLOMBIE

AU POINT DE VUE HISTORIQUE,
GÉOGRAPHIQUE, POLITIQUE ET COMMERCIAL

TRADUCTION
DE L'ÉDITION OFFICIELLE ESPAGNOLE
AUGMENTÉE
du Tarif Douanier Colombien
ET DE NOTES
SUR LE COMMERCE DE LA BELGIQUE AVEC LA COLOMBIE

PAR

HENRY JALHAY



BRUXELLES
IMPRIMERIE HENRI MOMMENS
RUE DE BRUGHEM, 10-12

—
1887

col - doug
col

be

11081
J15c



LA COLOMBIE

Cette république, connue autrefois généralement sous le nom de *Nouvelle Grenade*, est située dans l'Amérique du Sud, entre les 5° 8' latitude sud et 12° 25' latitude nord, et entre les 73° et 85° de longitude ouest du méridien de Paris.

Sa superficie est de 1,331,000 kilomètres carrés. Sa population est de quatre millions d'habitants, y compris environ 200,000 indigènes qui habitent, divisés en tribus, dans des forêts éloignées.

La Colombie est bornée au nord par l'Océan Atlantique; au nord-ouest par la république de Costa-Rica; à l'ouest, par l'Océan Pacifique; au sud, par les républiques de l'Equateur et du Pérou, et à l'est, par l'empire du Brésil et le Venezuela.

Les côtes septentrionales de la Colombie furent reconnues pour la première fois par Bastida et Ojeda, en 1499, puis par Christophe Colomb, en 1502. Dans la suite, c'est-à-dire jusque vers le milieu du XVI^e siècle, d'autres Espagnols firent de nouvelles découvertes sur la côte occidentale et dans l'intérieur du pays. Parmi ces explorateurs brillent Balboa, qui découvrit le Pacifique, Quesada, Benalcazar et Federmann.

Le territoire était peuplé par différentes familles d'aborigènes, formant presque autant de nations indépendantes qu'il y avait de tribus et se distinguant, les unes des autres, par une grande variété de langues.

Le soleil était l'objet de leur culte.

Leur gouvernement était despotique, bien que dans quelques-unes de leurs lois on trouvât des principes dignes des nations civilisées.

La science manque de données certaines pour le XVII^e siècle, quant au chiffre de la population du territoire, qui s'appelle aujourd'hui Colombie; mais il est certain qu'à l'époque de la découverte, il y avait dans toute l'Amérique plusieurs millions d'habitants, dont personne n'a pu déterminer encore avec exactitude l'origine ethnographique.

Après l'exploration du pays, la volonté et le caprice seuls guidèrent les conquérants dans leurs établissements; mais bientôt après, l'ordre et l'administration succédèrent au chaos. Le pays qui prit le nom de Nouveau royaume de Grenade devint alternativement une présidence et une vice-royauté, sous la dépendance immédiate de la couronne d'Espagne.

Les conquérants introduisirent dans le Nouveau royaume de Grenade leur langue, leur religion et leur législation, autant de choses que la postérité a conservées.

La domination espagnole vécut jusqu'au 20 juillet 1810, époque où la colonie résolut de s'émanciper de la mère-patrie. Il en résulta une guerre contre l'Espagne, qui dura plusieurs années et qui après de sanglantes batailles se termina, le 7 août 1819, par la journée de Boyaca,

qui affranchit définitivement la Nouvelle Grenade de l'Espagne.

Simon Bolivar, citoyen du Vénézuëla, fut le principal chef des Américains dans cette lutte grandiose.

La guerre étant terminée dans la Nouvelle Grenade, Bolivar, dans le but de fonder une nation puissante, conçut l'idée — qu'exécuta le congrès de Angostura, — de réunir en un seul Etat, sous le nom de *République de Colombie*, les trois provinces du Vénézuëla, du Nouveau royaume de Grenade et de l'Equateur (Constitution du 27 décembre 1819).

La nation avait donné à Bolivar le titre de *Libérateur*, que la postérité lui a conservé, et le Congrès l'élut président de la nouvelle république. Malheureusement, des rivalités, plus ou moins ardentes et fondées entre les trois peuples provoquèrent, au bout de onze ans, la dissolution de la grande République. Les provinces centrales (territoire de la Colombie actuelle) s'unirent en 1831 sous le nom de *République de la Nouvelle Grenade*.

Né d'hier, le peuple colombien n'a pu encore se donner des institutions durables, en rapport avec son caractère, ses mœurs et ses besoins; de sorte que le changement d'institutions et la transmission du pouvoir ont été fréquemment précédés de quelque agitation sociale et même d'effusion de sang.

Le pays est divisé en deux grands partis politiques : le parti libéral et le parti conservateur. Ces deux factions se disputent constamment le pouvoir : dans les journaux, aux époques d'accalmie politique ; sur les champs de bataille, aux époques agitées.

La division territoriale de la Colombie a varié, suivant

les différents gouvernements qui se sont succédés : le pays a d'abord été divisé en départements, ensuite en provinces, puis en États et, en dernier lieu, de nouveau en départements.

Abstraction faite des Constitutions antérieures à 1863, en vertu desquelles le pouvoir public est divisé en pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, il convient de mentionner, — ne fût-ce que rapidement, et en raison de ses importantes conséquences politiques et sociales, — celle qui, en 1863, promulgua la convention de Rionegro, et celle qui régit actuellement le pays ; cette dernière fut sanctionnée le 5 août 1886 et décrétée par un Congrès qui, sous le nom de Conseil des délégués, se réunit à cet effet, après avoir mis fin à la révolution qui avait ruiné la Colombie de 1884 à 1885.

La première des deux Constitutions dont nous venons de parler avait établi un gouvernement général, centre de neuf circonscriptions politiques ou administratives (Antioquia, Bolivar, Boyacá, Cauca, Cundinamarca, Magdalena, Panamá, Santander et Tolima) auquel on avait donné, en y adjoignant quelques îles et territoires, le nom géographico-politique d'*États-Unis de Colombie*.

Cette disposition administrative, qui paraît calquée sur celle des États-Unis d'Amérique, ne tenait pas compte de la différence de race, de zone, de topographie, de religion, d'histoire et de tendances des deux peuples.

Dans la Constitution, on émit des principes de liberté qui peuvent s'appliquer à une nation civilisée, mais qui sont d'un caractère purement platonique lorsqu'ils s'adressent à une nation peu éclairée et qui ne compte

que quatre millions d'individus disséminés sur une superficie comme celle de la Colombie.

Après vingt ans d'expérience, ces institutions idéales furent reconnues inefficaces et anarchiques ; il se pourrait que cet état de choses ne fût pas étranger aux causes de la dernière révolution.

La Constitution de 1886 est assise sur des bases diamétralement opposées : de fédératif qu'il était, d'une façon exagérée, le gouvernement général devint essentiellement unitaire et central, enlevant toute autorité aux Etats qui, sous les mêmes noms déjà cités devinrent neuf départements ; le pays reçut le nom de *République de Colombie* et les anciens Etats perdirent ainsi l'autonomie qui, depuis 1863, avait favorisé tant d'ambitions personnelles.

La Constitution de 1886 est donc, en ses restrictions, la conséquence naturelle de la pléthore de liberté où avait conduit la première Constitution. La Colombie est devenue une république unitaire : il n'y a plus dans le pays qu'une seule autorité suprême, au lieu de dix. Ainsi ont disparu les soi-disant intérêts locaux, qui étaient autrefois autant de prétextes pour les auteurs de désordres. La législation s'est unifiée alors que, précédemment, chaque Etat avait un code particulier, dont il appliquait les dispositions à un nombre restreint d'administrés. La question religieuse (la nation est catholique), qui soulevait des conflits entre les deux pouvoirs, a été résolue. Le meilleur moyen d'exercer le droit de suffrage a également fait l'objet de consciencieuses recherches : son adoption a mis fin aux intrigues et aux ambitions qu'encourageait l'ancien système électoral. En un

mot, l'utopie a complètement disparu des institutions.

Le pouvoir législatif est exercé par un Congrès composé de deux Chambres, une cour suprême, dont les membres sont inamovibles, et un président de la République, dont le mandat est de six ans; le président est assisté de sept ministres, d'un vice-président et d'un conseil d'Etat.

Tel est le rouage gouvernemental appelé à exercer son action sur tous les points du pays. Celui-ci, partagé en départements, est subdivisé en provinces et celles-ci en districts municipaux. Chaque département est administré par une assemblée départementale qui, de même que le Congrès National, se réunit tous les deux ans. Chaque district a son conseil municipal. Il y a un gouverneur dans chaque département et un alcade dans chaque district.

Dans le but de faciliter la prompt administration de la justice, le pays se divise en districts judiciaires; il y a un Tribunal supérieur dans chacun d'eux et des juges de district dans chaque localité.

Quant au pouvoir ecclésiastique, il y a dans la République un archevêque, qui habite la capitale et sept évêques suffragants. Les ordres religieux sont abolis depuis 1863.

Durant les onze années d'existence (1819-1830) de la Grande République de Colombie, Simon Bolivar, le Libérateur, et le général Francisco de P. Santander exercèrent alternativement le pouvoir exécutif, en qualité de président et de vice-président respectivement.

Nous donnons ci-après la liste des citoyens qui, après la dissolution de la Grande République et sa reconstitu-